L'ABEILLE.

PARAISSANT, MARDIS & CAMEDIS.

BUREAU, RUE ROYALE, No. 7.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 25 MARS 1849.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY,

POUR VICE-PRESIDENT

WINFIELD SCOTT

A GOUVERNEUR

HENRY JOHNSON.

POUR MAIRE

WILLIAM FRERET.

DE LA PROCHAINE ELECTION MUNICIPALE.

Le moment de l'élection municipale approche; sous peu de jours, les citoyens seront appelés à nommer un maire, des secondes et des aldermen. Si l'élection n'était qu'une vaine formalité, il n'y aurait rien à dire, car le choix n'en vaudrait pas la peine; mais c'est en réalité une affaire des plus sérieuses. Si le plus belle prérogative des peuples libres consiste à nommer leurs gouverneurs, on ne doit pas perdre de vue l'importance de ce choix, puisqu'en définitive la prospérité publique en dépend. Aussi le premier devoir de chaque citoyen est-il de faire taire ses passions, ses préjugés, ses affections mêmes, pour donner son vote au plus digne; c'est-à-dire au plus capable et au plus probe. Toute autre considération doit être sacrifiée au vue du bien public.

Ces réflexions sont suffisantes pour ce qui concerne les secondes et les aldermen. Elles le seraient encore pour la place de maire, sans les efforts plus qu'ordinaires que font les amis de l'un des candidats pour influencer les électeurs en sa faveur.

Sans aucun doute il serait mieux valu que la presse ne prit aucune part à ce débat d'autant plus que les deux candidats en présence sont connus de leurs concitoyens, pour avoir déjà rempli les fonctions qu'il s'agit de leur confier encore une fois, et que tous les deux peuvent être jugés par leurs actes. Mais, encore une fois, les amis de l'un des candidats sont entrés dans la lice, bon gré, mal gré, il faut le dire quoique à regret, pour faire l'éloge de l'homme de leur choix que pour lacérer le candidat de celui qu'ils veulent écarter. Quelque avantage qu'il puisse y avoir dans cette tactique de parti pour ses exploits une point, non qu'on ne put le faire sans avantage mais par respect [illegible] reconnaissance et par égard pour notre candidat [illegible] sans doute à être soutenu par de [illegible] vene.

[illegible] dois se l'empêcher, il dit, qu'il y a, dans une très faible majorité à cause de préjugés qu'on avait contre lui. On croyait en lui effectait de croire qu'il sacrifierait les deux municipalités d'on bas à celle d'outre Canal; on allait même jusqu'à dire qu'il transporterait la mairie sinon dans la seconde municipalité, du moins dans la rue du Canal; en un mot on faisait courir en son compte les bruits les plus absurdes. Qu'est-il arrivé cependant? il est arrivé qu'il a donné par sa conduite loyalement impartiale, le démenti le plus formel à ces puériles accusations. Drame même, et chacun le sait comme nous, qu'il s'est aliéné la sympathie d'une grande partie des habitans de la seconde municipalité par son indépendance et s'est fermé à défendre les intérêts des municipalités d'en bas.

Voilà comment il a répondu à ses détracteurs!

Mais il ne s'est pas borné à se montrer indépendant; il s'est acquitté de ses devoirs, toute la ville peut l'attester, avec un zèle et une activité vraiment extraordinaires. Partout où sa présence peut être utile, soit de jour soit de nuit, on est sûr de le trouver; car pour lui la place de maire n'est point une sinécure bureaucratique. Et ce déploiement constant, incessant, de zèle et d'activité a-t-il été entaché de *certionnalisme* et de partialité? Non. On s'il y en a en quelque peu, on sait que c'est en faveur des de 2 municipalités d'en bas. S'il y avait [illegible] on voit on ne serait pas à nous de nous en plaindre; car nous ne pourrions sans ingratitude lui faire un crime de la sollicitude toute particulière avec laquelle il a soigné nos intérêts.

Et que lui reprocher-on pour contrebalancer toutes ces bonnes qualités? On lui reproche principalement d'avoir une fois mal placé sa confiance, comme si cela ne pouvait pas arriver à tout le monde; et puis de n'avoir pas fait de son bureau une fabrique de votes comme si le principe démocratique ne commandait pas de ne faire usage des votes qu'avec la plus grande circonspection.

Disons donc que M. Freret, suivant l'axiom échappé à l'un de ses ennemis les plus intimes est le *meilleur* maire qu'ait eu la Nouvelle Orléans, et qu'il serait peu sage par conséquent de ne pas le renommer.

De l'influence de la brochure de M. Amerlain sur la décision de la Chambre des Députés en faveur relativement au droit de visite.

Nous voyons que beaucoup de journaux américains attribuent la décision négative prise par la Chambre des Députés de France relativement au droit de visite, à la brochure d'un américain, brochure attribuée au général Cass ministre des Etats-Unis à Paris. C'est une erreur que la justice nous fait un devoir de relever.

Que cette brochure soit de nature à faire impression et qu'elle ait produit ce résultat, c'est ce que nous ne contestons que le monde du monde; mais qu'elle ait influencé la décision de la Chambre des Députés, c'est ce qu'il est impossible d'admettre par la raison toute simple que sa publication n'est parvenue à la décision de la Chambre. On doit se rappeler en effet, que cette question a été décidée le 24 janvier dans la Chambre par l'adoption à la presque unanimité, de l'amendement de M. J. Lefebvre et de la brochure, à laquelle on fait allusion, n'a été publiée que le 1er. février.

Ce simple rapprochement de dates nous paraît renfermer un argument sans réplique. Cependant par surabondance de preuves nous allons encore nous étayer de l'opinion d'un Américain [illegible] de ces choses-là, M. Walsh, [illegible] risien du *National Intelligencer*.

Dans sa correspondance avant-hier [illegible] sur cette question du droit de visite, M. Walsh ajoute: "Le général Cass a publié un pamphlet de soixante dix sept pages ayant pour titre: *Examen de la question maintenant en discussion entre le gouvernement américain et le gouvernement anglais concernant le droit de visite—Par un américain.* On en fait circuler en même temps une traduction française séparée. Ces pamphlets n'étaient pas prêts lorsque s'est terminée le débat dans la Chambre; mais ils feront une impression favorable sur des personnages influents."

Ainsi il n'y a pas à s'y méprendre, le pamphlet du général Cass n'était pas publié, de l'aveu de l'habile correspondant du *National Intelligencer*, lors de la décision prise par la Chambre des Députés. Donc il n'a pu avoir aucune influence sur la décision.

DISCOURS DE M. WADSWORTH, A LA CHAMBRE DES REPRESENTANS, AU SUJET DE LA NOMINATION COMME BRIGADIER-GENERAL.

Les deux chambres de la législature s'étant réunies pour procéder par un vote général à l'élection des majors et brigadiers-généraux de la milice, M. Hunt a annoncé que M. Wadsworth se portait candidat pour obtenir, comme brigadier-général, le commandement de la 3me brigade. M. Lacoste a annoncé que M. Gilbert Léonard, juge de la paroisse Plaquemines, se portait aussi comme candidat.

M. Wadsworth n'est alors levé, et a déclaré qu'il était véritablement fâché de se trouver en rivalité avec le juge Léonard: Lorsque son père perdit sa fortune, M. Wadsworth, pressé par la misère, abandonna les Caroline du Nord, et vint chercher un refuge à la Nouvelle-Orléans. Ce fut à cette époque qu'il connut M. Gilbert Léonard, et que ce dernier lui témoigna des marques de bienveillance et d'amitié telles, que lui, M. Wadsworth, l'avait depuis considéré comme son bienfaiteur et son père. D'après tout ce qui s'est passé, il ne saurait se résoudre à jeter du froid dans leurs relations mutuelles. Néanmoins, il se croirait indigne de la haute position à laquelle ses amis veulent le placer, s'il se laissait mettre aussi facilement hors de jeu. Il ne croyait pas que M. le juge Léonard fut réellement candidat. M. Wadsworth avait annoncé la veille, la sollicitation d'un grand nombre de ses amis, qu'il se portait comme candidat à la place de brigadier-général. Dans une entrevue qu'il avait eue le matin même avec M. Lacoste, ce dernier lui avait annoncé que lui [M. Lacoste] était aussi candidat, et avait tâché de persuader M. Wadsworth de renoncer à la candidature, ce à quoi ce dernier avait répondu par un refus péremptoire. Il n'avait pas alors été question une seule fois de M. le juge Léonard. Et ce n'est que maintenant qu'on lui a répercuté que le juge n'a pas été, et que lui M. Wadsworth réunissait la majorité des voix en sa faveur, annonce M. Gilbert Léonard comme candidat.

M. Lacoste a répondu que la proposition qu'il avait faite le matin à M. Wadsworth, ne pouvait être prise en sérieux.

M. Wadsworth, ayant repris la parole, a déclaré qu'il ne savait réellement pas si M. Lacoste lui avait fait une proposition sérieuse ou non. Il avait cependant bien l'air sérieux et même quelque peu excité. Et, si M. Wadsworth avait acquiescé à la prière de M. Lacoste, que serait devenue la prétendue candidature de M. Gilbert Léonard!

On a procédé alors à l'élection. Quelques boules à peine étaient jetées dans l'urne, que M. Wadsworth a annoncé qu'il renonçait à la candidature. Il voyait d'après cela que le juge Léonard était *réellement* candidat. M. Léonard était le plus ancien colonel de son district, et partant avait droit à la place de brigadier-général. Il avait refusé jusque-là de renoncer à la candidature, à cause de la persuasion où il était que M. Léonard n'avait pas eu de projet dans le fait de se mettre sur les rangs comme candidat. Maintenant qu'il avait la certitude, il avait hâte de laisser le champ-libre à son ami.

M. Wadsworth, malgré ses protestations, a été élu brigadier-général par une assez forte majorité. Il a été [illegible] [illegible] [illegible]